

Drogues

La bataille politique sur le local d'injection (re)commence

Cindy Mendicino

Nous y revoilà. A Lausanne, mardi soir, les élus voteront sur la création d'un «espace de consommation sécurisé». Comprendre: un lieu où les toxicomanes peuvent s'injecter, inhaler ou sniffer de la drogue «sous la surveillance de personnel soignant et dans de strictes conditions d'hygiène», dit le document présenté aux conseillers.

Tout ça sonne familier? C'est que l'histoire se répète... un peu. Il y a dix ans, la population lausannoise avait dit non à un projet similaire. «Bienvenue à Lausanne Dope City. Son lac, sa cathédrale, son shootoir», pouvait-on lire à l'époque sur les murs de la ville. Le projet n'avait pas encore été voté par le Conseil communal, le référendum contre le local prévu à César-Roux pas encore lancé, que déjà le débat faisait rage. La campagne qui avait suivi avait été d'une rare violence entre la droite et la gauche. La population lausannoise avait rejeté la proposition à 54,63%.

Le nouveau projet a fait l'objet d'une étude approfondie de la part des élus et d'un dialogue soutenu avec le quartier du Vallon, désigné pour accueillir la structure. Mardi soir, il devrait être accepté haut la main par la gauche dans son ensemble, mais aussi par bon nombre de membres du centre et du PLR.

Changement d'avis

A l'époque, l'objet avait passé la rampe auprès des élus sans l'aide du PLR. Ce dernier se déclare désormais largement favorable à la création d'un espace pour les toxicomanes. La présidente de la section, Florence Bettschart-Narbel, avoue avoir changé d'avis. D'une part parce que les modifications demandées ont été acceptées (*lire ci-dessous*). Et puis il y a eu les visites de différents lieux de consommation, par exemple à Genève, et avec elles la prise de conscience que les toxicomanes ont «besoin d'un endroit comme ça».

Chez les partisans historiques, on estime aussi que le projet est meilleur. «Il est soutenu de façon plus complète, explique le président du PS lausannois, Benoît Gaillard. En 2007, il y avait même des opposants dans les milieux concernés.» Il admet aussi volontiers que le travail des autorités a été mieux mené, notamment par le municipal socialiste en charge de la Cohésion sociale, Oscar Tosato. «Il connaît par cœur l'ensemble du dispositif et ses intervenants.» Pour rappel, le lieu choisi pour le local en 2007 par le socialiste Jean-Christophe Bourquin n'avait été révélé qu'à la veille du vote des élus. «Au Vallon, la démarche est en cours depuis des mois, relève Benoît Gaillard. Et l'association de quartier est largement impliquée.»

Pour l'heure, l'affrontement est quasi inexistant. Ceux qui sont favorables au projet s'accordent pour dire qu'ils sont aidés par le contexte, généralement plus

Le Conseil de Lausanne devrait avaliser mardi soir la création d'un espace de consommation de drogue sécurisé au Vallon. Dix ans après le non des Lausannois à un premier projet, un référendum est à nouveau annoncé

«Il y a une incohérence entre les messages de prévention qui recommandent de ne pas se droguer et le fait de créer un local pour se droguer»



Xavier de Haller
Conseiller communal PLR

«Un monde sans drogue n'existe pas. Alors il faut être courageux, ouvrir les yeux et faire ce compromis»



Vincent Rossi
Conseiller communal Vert

Se droguer dans un espace conçu pour ça

● L'espace de consommation sécurisé sera aménagé dans le quartier du Vallon, dans les locaux de la Fondation ABS (Accueil à Bas Seuil). Celle-ci s'occupe aussi du Passage et de La Terrasse, d'autres endroits destinés aux consommateurs de drogue et d'alcool. La Terrasse sera d'ailleurs attenante au local. Une proximité entre différents espaces d'accueil qui permettra l'accès facilité à une infirmerie et d'autres lieux d'hygiène, mais aussi aux autres prestations existantes (vestiaires, douches, repas, par exemple). Le local

sera déployé sur 83 m², dont 50 seront dédiés à la consommation et à des soins de premier recours. Il est prévu d'y installer quatre places pour l'injection et quatre places pour le sniff et l'inhalation. Il ne sera pas possible d'y acheter de la drogue, les toxicomanes devront s'être fournis auparavant. Ils bénéficieront de matériel stérile. Un dispositif de sécurité spécifique avec un agent, mais aussi au travers d'une convention avec la police, sera mis en place. L'espace sera ouvert tous les jours et son coût total devrait s'élever à 980 000 francs. Les élus, au fil

de leur étude du projet, ont obtenu une série d'éléments qui n'étaient à l'origine pas prévus. Ainsi, comme à Berne, à Bienne, à Genève ou à Soleure et à Zurich, les horaires d'ouverture seront continus. Il a par ailleurs été obtenu que l'espace soit «prioritairement réservé à la population vaudoise». Enfin, il est assuré que ce projet pilote sera évalué au bout de dix-huit mois. A noter que les élus se prononceront aussi sur la création de «jobs à seuil adapté», petits boulots qui seront proposés aux toxicomanes.

favorable à une approche d'encadrement de la consommation. «Et nous avons plus de recul sur les expériences dans les autres grandes villes de Suisse.»

Mais certains demeurent qui ne peuvent pas se résoudre à l'ouverture d'un local d'injection dans leur ville. Ils l'ont annoncé par communiqué en fin de semaine dernière. Il y a Françoise Longchamp et Xavier de Haller, deux élus du PLR. Mais aussi Henri Ricart (PLC) et l'UDC Fabrice Moscheni. Pour eux, le problème touche à l'efficacité de la prévention mais aussi au droit. Ils admettent tous une opposition de principe. L'Etat doit favoriser l'abstinence, pas la consommation de drogue, disent-ils. «On ne soigne pas un alcoolique en le laissant boire à volonté», résume Fabrice Moscheni. «On maintient les toxicomanes dans leur dépendance», déplore Françoise Longchamp. «Il y a une incohérence entre les messages de prévention qui recommandent de ne pas se droguer et le fait de créer un local pour se droguer», observe Xavier de Haller, qui parle aussi de zone de non-droit.

Faire preuve de pragmatisme

Pour le Vert Vincent Rossi, c'est tout l'inverse: il s'agit de faire preuve de pragmatisme. «Un monde sans drogue n'existe pas. Alors il faut être courageux, ouvrir les yeux et faire ce compromis.» Une question de «dignité humaine», pour Alain Hubler (Indépendant, membre d'Ensemble à Gauche). «Il y a la morale: la drogue c'est mal et il faut s'abstenir d'y toucher. Et il y a l'éthique: la drogue est là alors comment fait-on pour que ces personnes aient une chance d'arrêter un jour en étant encore vivantes.»

La fameuse notion de réduction des risques, l'un des quatre piliers de la politique de la drogue, sous-tend le raisonnement. Un principe que les élus entendent défendre ou combattre. Dès mardi soir et probablement durant tout l'été. «Nous sommes prêts à lancer le référendum et à récolter des signatures», préviennent les opposants. Ils dénoncent d'ailleurs le timing choisi par les autorités pour discuter de cet objet. La récolte des signatures se fera en pleine période de vacances. A moins que les élus ne décident, comme il y a dix ans, de spontanément proposer un vote aux Lausannois? A l'époque, c'était le socialiste Grégoire Junod qui avait promu cette option. Cette fois-ci, les socialistes y sont plutôt défavorables. «Le projet fédère et nous sommes quand même un peu la dernière grande ville à ne pas avoir ce type de structure, explique Benoît Gaillard. Entre-temps, la politique des quatre piliers est devenue consensuelle. Elle a été avalisée par le peuple, y compris par les Lausannois. En revanche, référendum ou non, nous allons mener une campagne d'information.» Alain Hubler s'opposera au référendum spontané: «Il doit être réservé à des sujets très précis ou lorsqu'un objet passe à la raclette.»

Les villes veulent encadrer les fêtes au bord du lac

Sécurité L'été rime avec la multiplication des soirées festives au bord du lac, particulièrement en juin, à la fin des sessions d'examens. Les autorités prennent des mesures pour prévenir les débordements, notamment liés à l'alcool. **Page 17**

Une cinquantaine de jeunes en sont venus aux mains

Lausanne Une bagarre monstre a impliqué une cinquantaine de jeunes près du bois de Sauvabelin dans la nuit de vendredi à samedi, en marge d'une fête d'anniversaire. La police est intervenue pour calmer les esprits et endiguer les excités. **Page 17**



Le gymnase qui voulait garder son concierge

Lausanne Prof et élèves du Bugnon à Sévelin refusent le départ de Luis Marques, leur concierge depuis 5 ans. Par centaines, ils ont manifesté devant le gymnase. Deux pétitions ont été envoyées au Canton pour conserver ce concierge couvert d'éloges. **Pages 18-19**